

A) La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux

1) La modification des équilibres économiques et sociaux

1.1) Les chocs pétroliers : la crise économique occidentale

- a) La fin des « Trente Glorieuses »
- b) Les deux chocs pétroliers
- c) Des solutions partielles

1.2) Deux nouvelles formes de capitalisme

- a) La solution néolibérale
- b) Le « socialisme de marché »

2) Les nouveaux équilibres politiques

2.1) La démocratisation de l'Europe du Sud et l'élargissement de la CEE

- a) La chute des régimes autoritaires en Europe du Sud
- b) Les élargissements de la Communauté économique européenne (CEE)

2.2) la révolution islamique en Iran et le rejet de l'Occident

- a) la révolution islamique
- b) Le rejet de l'Occident

2.3) L'effondrement du communisme et de l'URSS

- a) Les réformes de Gorbatchev
- b) L'effondrement des démocraties populaires en Europe de l'Est
- c) L'implosion de l'URSS

Points de passage

Ronald Reagan et Deng Xiaoping : deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme

L'année 1989 dans le monde

Thème 3 : Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991
--

A) La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux

Pages 218-247

Photo 1 p218 « Manifestations antiaméricaines à Téhéran, Iran, 1979 »

Photo 2 p219 « La chute du mur de Berlin, symbole de la fin de la guerre froide »

Vocabulaire et notions

Banque mondiale	CEI
Chiisme	Choc pétrolier
Consensus de Washington	Déficit budgétaire
Démocratisation	Dérégulation
Déévaluation	École de Chicago
Élargissement	Fond monétaire international (FMI)
Inflation	Islamisme
Keynésianisme	Libéralisation
Néolibéralisme	OPEP
Privatisation	Reaganomics
République islamique	Révolution des Œillets
Socialisme de marché	Solidarnosc
Système de Bretton Woods	

Acteurs

Rouhollah Khomeini (1902-1989)	Deng Xiaoping (1904-1997)
Ronald Reagan (1911-2004)	Margaret Thatcher (1925-2013)
Mikhaïl Gorbatchev (né en 1931)	

Dates

1971 : Suspension de la convertibilité or-dollar	1973 : Premier choc pétrolier
1974-1978 : Démocratisation du Portugal, de la Grèce et de l'Espagne	1976 : Accords de Jamaïque
1978 : Deng Xiaoping et le socialisme de marché	1979 : révolution islamique en Iran
1979 : Second choc pétrolier	1980 : Ronald Reagan et le néolibéralisme
1981 : Entrée de la Grèce dans la CEE	1985 : Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir en URSS
1986 : Entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE	4 juin 1989 : répression manifestation étudiante place Tiananmen
9 novembre 1989 : Chute du mur de Berlin	1990 : Réunification allemande
1991 : Dissolution de l'URSS	

Problématiques*Quelles sont les grandes mutations politiques, économiques et sociales des années 1970 à 1991 ?**Comment les grands équilibres économiques et sociaux sont-ils modifiés des années 1970 à 1991 ?**Comment se modifient les grands équilibres mondiaux des années 1970 à 1991 ?*

Contexte p220-221

Carte p222-223 « Les relations Est-ouest dans les années 1970-1980 »

Introduction

Après les « Trente glorieuses », période d'exceptionnelle prospérité économique et sociale, les années 1970 sont marquées par une crise majeure due, notamment, à deux chocs pétroliers successifs en 1973 et 1979. La croissance des économies occidentales ralentit fortement tandis que l'inflation et le chômage augmentent. Ce nouveau contexte économique ravive les tensions entre le modèle libéral et le modèle communiste tandis qu'émergent de nouvelles puissances concurrentes.

1) La modification des équilibres économiques et sociaux

1.1) Les chocs pétroliers : la crise économique occidentale

Dessin 2 p229 « L'arme pétrolière »

a) La fin des « Trente Glorieuses »

Graphique 4 p225 « La croissance économique mondiale »

L'après-guerre est caractérisée par une période de plein emploi et de prospérité économique exceptionnelle que l'économiste français Jean Fourastié appelle les « **Trente Glorieuses** » (1946-1973). Les pays qui connaissent alors la plus **forte croissance** sont le **Japon**, la **RFA**, la **France** et les **États-Unis**. Cette croissance repose sur l'augmentation de la **production industrielle**, sur la hausse des gains de **productivité** ainsi que sur l'accroissement de la population mondiale. Elle permet un **enrichissement collectif** et le développement, en Europe occidentale essentiellement, d'un **État-providence** garantissant à tous un système de **sécurité sociale**.

Schéma 2 p225 « Le système monétaire international »

Mais la fin du système de **Bretton Woods** (qui commence avec la décision unilatérale des États-Unis de **suspendre la convertibilité or-dollar en 1971** et s'achève avec les **accords de Jamaïque en 1976** qui officialisent le **système des changes flottants**), la dépréciation de la valeur du **dollar** par **dévaluation** qui s'en suit, de même que la lente hausse du chômage et de **l'inflation** (hausse des prix) depuis la fin des années 1960, témoignent de l'essoufflement de la croissance des pays occidentaux confrontés à une nouvelle concurrence internationale des pays du tiers-monde et à une **crise du taylorisme**.

b) Les deux chocs pétroliers

Graphique 3 p225 « L'évolution des cours du pétrole (1972-1988) »

C'est dans ce contexte qu'intervient le premier **choc pétrolier**. Le 6 octobre **1973**, le déclenchement de la **guerre du Kippour** par la **Syrie** et **l'Égypte** contre **Israël**, conduit les États-Unis à livrer des armes à Israël. En représailles, les pays de **l'OPEP**, réunis au Koweït (16-17 octobre 1973), décident **d'augmenter de 70% le prix du baril de brut** et, chaque mois, de réduire de 5% leur production pétrolière. À partir du 28 octobre, quelques pays, dont les États-Unis, sont même touchés par un **embargo pétrolier**. La crise s'installe : la production industrielle recule, **la croissance se ralentit**, **le chômage augmente** (5% des actifs en moyenne dans les pays de l'OCDE) ainsi que **l'inflation** qui est supérieure à 10% dans les pays industrialisés. On parle de « **stagflation** ».

Si, à partir de 1976, une lente reprise s'amorce, celle-ci est compromise par un **second choc pétrolier en 1979**. La **révolution islamique en Iran** puis le déclenchement de la **guerre Iran-Irak en 1980** provoquent l'interruption des exportations pétrolières iraniennes et, par effet d'entraînement, le **doublment des prix du baril entre 1979 et 1980**. **L'inflation** ainsi que le **chômage de masse** repartent à la hausse, tandis que la croissance des pays développés devient négative en 1982 (-4,5%). Plus grave que la précédente, cette crise n'épargne ni les pays du bloc communiste, ni les pays du tiers-monde.

C) Des solutions partielles

Graphique 5 p225 « Le chômage dans quelques pays occidentaux »

Confrontées à la hausse des prix du pétrole, les **firmes multinationales** délocalisent leurs usines dans des pays où la main-d'œuvre est peu chère, en Asie notamment. Dans les pays industrialisés, l'augmentation du coût de la vie pousse les travailleurs à faire **grève** pour revendiquer des **hausses de salaire** (« hiver du mécontentement » au Royaume-Uni entre 1978 et 1979).

Face à la crise, les gouvernements peinent à trouver une solution. Ils adoptent d'abord des **solutions keynésiennes** (investissements massifs de l'État dans l'économie) qui permettent de limiter les effets sociaux de la crise mais pas de la résoudre. Par ailleurs, l'interventionnisme de l'État a pour conséquence d'augmenter son **déficit budgétaire**.

1.2) Deux nouvelles formes de capitalisme

Affiche 1 p230 « Retrouver la puissance américaine »

Point de passage p230-231 « Ronald Reagan et Deng Xiaoping : deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme »

a) La solution néolibérale

Inspirés par les théories de **Milton Friedman** (École de Chicago), les économistes néo-libéraux préconisent de **laisser les lois du marché réguler l'économie**. Selon eux, **l'État doit se désengager** (pour ne pas accroître sa dette) et diminuer la masse monétaire en circulation pour réduire l'inflation.

Le **Royaume-Uni** de la Première ministre **Margaret Thatcher** (1979-1990) puis les **États-Unis** du président **Ronald Reagan** (1980-1988) s'inspirent de ces **théories néolibérales**. Un désengagement de l'État en matière économique s'opère dans ces deux pays : **libéralisation, privatisation** des entreprises au Royaume-Uni (British Petroleum, British Aerospace), **baisse des impôts et des budgets sociaux**, mesures de **dérégulation** pour supprimer toutes les réglementations jugées néfastes à la reprise de l'activité économique, et notamment les réglementations financières aux États-Unis. **Ronald Reagan** l'annonce dès son discours d'investiture en 1981 : « *L'État n'est pas la solution à nos problèmes, c'est l'État le problème* ».

Les « **Reaganomics** » ont un effet immédiat sur l'économie américaine : l'inflation chute, le chômage passe de 7,1% en 1979 à 5,2% en 1989 et la croissance du produit national brut (PNB) s'élève à environ 6% entre 1983 et 1984. La **réussite de ces modèles économiques** inspire en partie les politiques d'autres pays touchés par la crise (RFA, France). Le **Fonds monétaire international** (FMI) et la **Banque mondiale** conditionnent l'octroi de leurs prêts aux pays en développement et aux anciens pays communistes (Bolivie en 1985, Pologne en 1989) au respect des règles néolibérales du **Consensus de Washington** : le **néolibéralisme** se diffuse aux pays du Sud.

Néanmoins, la dette des États-Unis double en raison de la **baisse des impôts** et de l'augmentation du budget de la défense (**course aux armements**), tandis que **les inégalités sociales** s'accroissent. Ces politiques néolibérales suscitent des **vagues de protestation** : grèves des contrôleurs aériens aux États-Unis en 1981, des mineurs au Royaume-Uni en 1984, des cheminots en France en 1986.

b) Le « socialisme de marché »

Affiche 4 p231 « Affiche de lancement de la campagne de modernisation (1979) »

Dans la Chine communiste, **Deng Xiaoping** entreprend depuis **1978** des réformes destinées à faire sortir son pays du sous-développement et à maintenir le Parti communiste chinois (PCC) au pouvoir.

La politique des « **Quatre modernisations** », agricole, industrielle, militaire et scientifique, conduit à la réhabilitation de la notion de **profit**, à **l'assouplissement de la planification**, à la réintroduction d'un **secteur privé** en Chine, à la **décollectivisation** des campagnes et à **l'ouverture du pays aux investissements étrangers** dans les zones économiques spéciales (**ZES**).

Une nouvelle forme de capitalisme, le « **socialisme de marché** », associe le libéralisme économique à l'interventionnisme économique et politique autoritaire de l'État. L'État chinois tente alors de faire une **synthèse entre le capitalisme et le communisme**. Devant le succès de ce socialisme de marché, l'ouverture se poursuit sur les littoraux chinois.

En signant des **accords commerciaux avec la CEE, le Japon ou les États-Unis dès 1978**, la Chine devient un partenaire économique essentiel dans le cadre d'une économie de plus en plus mondialisée. Elle offre aux entreprises occidentales qui souhaitent y délocaliser leurs unités de production des **avantages fiscaux**, une **main-d'œuvre** abondante, peu chère et peu revendicative.

Avec un **taux de croissance** qui dépasse 10% par an en moyenne dans les années 1980, la Chine se transforme, surtout le long de son littoral où s'installent les **grandes firmes étrangères** désireuses de profiter de l'augmentation du niveau de vie des populations (KFC à Beijing en 1987 ; McDonald's à Shenzhen en 1990...).

2) Les nouveaux équilibres politiques

Carte p224 « L'Europe dans les années 1980 »

2.1) La démocratisation de l'Europe du Sud et l'élargissement de la CEE

Photo 1 p236 « Scène de fraternisation lors de la révolution des Œillets, 25 avril 1974 »

a) La chute des régimes autoritaires en Europe du Sud

Dossier p236-237 « La transition démocratique au Portugal après 1974 »

Au Portugal, la **démocratisation** commence par un coup d'État organisé le 25 avril 1974 : la **révolution des Œillets**. Des militaires menés par le général Spínola s'opposent à la **dictature instaurée en 1933** et aux guerres de décolonisation menées en Afrique depuis les années 1960. **Le régime s'effondre** sans réelle opposition et laisse place à une **période de transition** qui dure jusqu'à l'adoption en **1976** d'une **Constitution démocratique**.

En Grèce, les étudiants manifestent à partir de novembre 1973 contre la « **dictature des colonels** » mise en place en 1967. Malgré la répression, la révolte populaire prend de l'ampleur. La tentative des colonels d'installer une dictature à **Chypre** (juillet 1974) les prive de leur soutien étatsunien et précipite leur chute : **le 24 juillet 1974, la démocratie est restaurée** avec à sa tête l'ex-Premier ministre **Constantin Caramanlis** revenu d'exil.

En Espagne, la mort du dictateur Francisco **Franco** en **1975** permet à son successeur désigné, le **roi Juan Carlos**, et à son Premier ministre **Adolfo Suarez** de démocratiser le régime : en **1978**, la nouvelle Constitution est adoptée. Devenue **monarchie parlementaire**, la démocratie espagnole **résiste aux actions terroristes** des mouvements indépendantistes basques et catalans et, le 23 février 1981, à une **tentative de putsch** de militaires nostalgiques de la dictature franquiste.

b) Les élargissements de la Communauté économique européenne (CEE)

Devenus des démocraties, ces pays d'Europe du Sud aspirent à entrer dans la CEE. Mais leur niveau économique est un facteur de blocage pour la Commission européenne.

Finalement, la Grèce (1981), l'Espagne et le Portugal (1986) entrent dans la CEE au terme d'une longue négociation qui révèle les inquiétudes persistantes quant au retard économique de ces jeunes démocraties.

2.2) la révolution islamique en Iran et le rejet de l'Occident

Photo « Manifestation étudiante à l'université de Téhéran le 13 janvier 1979 »

Dossier p234-235 « 1978-1979 : L'Iran et la révolution islamique »

a) la révolution islamique

Au pouvoir depuis 1953, le **chah d'Iran** est à la tête d'un **régime monarchique autoritaire** soutenu par les États-Unis. Tandis qu'une violente police politique (la **Savak**) fait taire toute opposition, le souverain iranien entend **moderniser** et **occidentaliser** le pays. Mais ses réformes heurtent le **clergé chiite** et une grande partie de la population iranienne attachée à ses traditions. **L'ayatollah Rouhollah Khomeini**, l'un des chefs de l'opposition, est contraint à l'exil dès 1964 mais, depuis l'étranger, il **pousse les Iraniens à la révolution**.

La contestation s'amplifie à partir de 1978 alors que le pays traverse une grave crise économique. Les **manifestations** se multiplient et réunissent les catégories urbaines laïques et populaires ainsi que des étudiants, sensibles aux discours de Khomeini. **En janvier 1979, le chah quitte l'Iran**, laissant son Premier ministre tenter de ramener le calme dans le pays. De retour à Téhéran le 1^{er} février 1979, **Khomeini** conteste la légitimité du gouvernement, critique ses liens avec les États-Unis et appelle à mettre en place une **révolution islamique**. Le 11 février 1979, le régime s'effondre et l'islamisme s'impose à **Téhéran**. Le chiisme est au pouvoir.

b) Le rejet de l'Occident

Affiche « Propagande iranienne, années 1980 »

La République islamique d'Iran est proclamée par referendum le 1^{er} avril 1979. En décembre, la Constitution confère à l'autorité religieuse la primauté sur le pouvoir politique selon un **modèle théocratique**. Le « **guide suprême de la Révolution** », titre porté par **Khomeini** entre 1979 et 1989, est **le premier personnage de l'État** devant le président de la République.

Les **Pasdarans** (gardiens de la Révolution) prennent en **otage**, entre novembre 1979 et janvier 1981, le **personnel de l'ambassade américaine** à Téhéran pour obtenir **l'extradition du chah** alors réfugié aux États-Unis. Les livraisons d'armes effectuées par les États-Unis à l'Irak durant la guerre Iran-Irak (1980-1988) confortent **l'antiaméricanisme** en Iran. Isolé sur la scène internationale, **l'Iran se construit dans le rejet de l'Occident** et devient le symbole de **l'islamisme politique**.

2.3) L'effondrement du communisme et de l'URSS

Caricature « *En avant camarades ! 1985, Fritz Behrendt* »

a) Les réformes de Gorbatchev

Dossier p238 : « 1985-1991 : Gorbatchev en échec en URSS »

Après les accords d'Helsinki de 1975, apogée de la Détente, les tensions se multiplient entre les États-Unis et l'URSS : **Nicaragua** communiste en 1979, aide soviétique à **l'Angola** et **l'Éthiopie**, intervention de l'Armée rouge en **Afghanistan** (1979), crise des **euromissiles** en Europe de 1977 à 1983, lancement de l'initiative de défense stratégique (**IDS**) par Ronald Reagan et **reprise de la course aux armements**. C'est dans ce contexte, qu'un nouveau dirigeant soviétique prend la tête de l'URSS en 1985.

À son arrivée au pouvoir, **Mikhaïl Gorbatchev** veut redonner du dynamisme à un système politique, économique et social en crise. En lançant la **Perestroïka** (« restructuration » en 1985) et la **Glasnost** (« transparence » en 1986), il souhaite **libéraliser** en partie l'économie, **diminuer le rôle dirigeant du Parti communiste** d'Union soviétique (**PCUS**), favoriser la **liberté d'expression**. Peu à peu, des critiques s'affirment contre les régimes communistes, soutenues notamment par le pape polonais Jean-Paul II et par une grande partie des populations.

Pour réaliser ses réformes et réduire les dépenses militaires qui plombent le budget de l'URSS, Gorbatchev souhaite assouplir la politique étrangère de l'URSS en proposant une « **seconde Détente** ». Il fait comprendre aux dirigeants des démocraties populaires d'Europe de l'Est que la doctrine de **la souveraineté limitée élaborée par Brejnev en 1968 est abandonnée**. Il constate **l'échec des troupes soviétiques en Afghanistan** qui, depuis 1978 tentent avec difficultés de soutenir le parti communiste local, et décide de leur retrait en 1988. Ainsi, il peut se rapprocher des États-Unis et signer un **accord de désarmement à Washington en 1987**.

b) L'effondrement des démocraties populaires en Europe de l'Est

Photo « *Manifestation à Berlin-Est le 4 novembre 1989* »

Point de passage p240-241 « *L'année 1989 dans le monde* »

Entre 1989 et 1991, encouragées par les réformes de Gorbatchev, toutes les **démocraties populaires** rompent avec le communisme de manière plus ou moins violente.

En **Pologne**, le gouvernement est contraint d'accepter la tenue d'élections libres en juin 1989. Vainqueur à une écrasante majorité, **Solidarnosc**, syndicat indépendant fondé en 1980 par **Lech Walesa** fait son entrée au gouvernement. En **Hongrie**, la fin du totalitarisme est initiée par l'aile libérale du parti communiste qui entend suivre l'exemple de Gorbatchev.

Profitant de **l'ouverture des frontières** en mai 1989 entre l'Autriche et la Hongrie, des milliers d'Allemands de l'Est fuient vers l'Ouest. Incapable de stopper seul cette hémorragie et ne pouvant compter sur l'aide soviétique, le gouvernement est-allemand ouvre les postes frontières entre Berlin-Est et Berlin-Ouest **le 9 novembre 1989 : le mur de Berlin s'effondre**. Un an plus tard, **l'Allemagne est réunifiée le 3 octobre 1990**.

C) L'implosion de l'URSS

Dessin 2 p239 « La disparition de l'URSS »

Dossier p239 « 1991 : la désintégration de l'URSS »

En URSS, la politique de Gorbatchev fait naître des revendications nationalistes. Dès 1990, **les républiques baltes** proclament leur indépendance, bientôt suivies par toutes les **républiques de l'URSS**. La **Russie** elle-même, en juin 1991, élit un président de la République au suffrage universel : **Boris Eltsine**. Pensant encore pouvoir sauver l'Union soviétique, Gorbatchev annonce le passage de l'URSS à l'économie de marché. Les **communistes les plus conservateurs** tentent alors un **coup d'État le 19 août 1991**, déjoué grâce à la fermeté d'Eltsine et de la population russe.

La paix avec les États-Unis est signée le 3 décembre 1991 : c'est la **fin de la guerre froide**. La naissance de la **Communauté des États indépendants (CEI)** le 21 décembre fait de l'URSS une coquille vide. **Gorbatchev** démissionne de son poste **le 25 décembre 1991 : l'Union soviétique cesse d'exister**. Les anciens territoires communistes entrent dans un **long processus de transition démocratique**.

Photo 4 p241 « Des espoirs de libéralisation en Chine »

La Chine reste une dictature et la seule grande puissance communiste dans le monde. Elle a libéralisé une partie de son économie tout en ne tolérant aucune contestation politique. Des **étudiants chinois**, inspirés par les réformes libérales de Gorbatchev en URSS, demandent une cinquième modernisation, la démocratie et multiplient les **manifestations sur la place Tiananmen au printemps 1989**. Mais le **4 juin, les chars de l'armée populaire interviennent** pour disperser les opposants. Le bilan est lourd : **2000 morts et des milliers d'arrestations**. Cette démonstration de force du régime montre que le **PCC** n'entend pas partager le pouvoir.

Conclusion

Des années 1970 à 1991, le monde subit de profonds bouleversements. L'optimisme des Trente glorieuses s'évanouit et les chocs pétroliers contribuent à plonger dans la crise les économies capitalistes.

La guerre froide se poursuit jusqu'à la fin des années 1980, mais la révolution iranienne de 1979 fait émerger un nouvel acteur géopolitique : l'islamisme. Il rejette aussi bien le modèle occidental que le communisme.

Un mouvement de démocratisation touche en 1974-1975 les pays d'Europe du Sud, qui rejoignent ensuite la CEE, puis fait imploser le bloc soviétique en 1989 et l'URSS en 1991. Quant à la Chine, elle accepte l'économie de marché, mais refuse la démocratie.

Révisions p242-243

Sujets p244-247